

L' Ukraine, puissance nucléaire : Victoire à la Pyrrhus de la stratégie britannique

58^{ème} conférence sur la paix de Munich 19 février 2022 :
« L'Ukraine va se doter de l'arme atomique » (Volodymyr Zelensky)

L'auteur de cette analyse en trois parties, Etienne BOMMIER, est entré à l'Ecole de l'air en 1975. Breveté pilote chasse, il a exercé sa première moitié de carrière au sein des escadrons de chasse de l'armée de l'air. Durant la deuxième moitié, il a été au fait de la conduite puis de l'inspection des opérations à l'état-major des armées. Il a aussi été professeur de stratégie militaire à l'Ecole de Guerre. En 2008 à l'heure de quitter l'uniforme comme colonel, il entre dans l'industrie chez Alstom Hydro Power (AHP). Directeur de projet, il travaille trois ans sur les projets AHP en Russie. Il est basé à Moscou. Il est rapidement nommé responsable du « Business development », ce qui lui permet de rencontrer de nombreux bureaux d'études, des sous-traitants Russes, des chefs de centrales hydroélectriques à Norilsk, à Irkutsk, à Saratov etc, mais aussi dans les anciens pays de l'URSS Kirghizistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Arménie, Géorgie, Ukraine, Belarus etc. Il a acquis une connaissance de la culture du travail dans ce monde et porte une appréciation fondée sur l'expérience de terrain. Il trouve d'ailleurs qu'il y a beaucoup de similitudes entre la conduite d'une opération militaire et celle d'un grand chantier. D'un côté on parle de situation et d'ordre de bataille (ODB) quand de l'autre on parle contrat et annexes, règlements des industries, coutumes locales, normes ... De tous les côtés, les objectifs doivent être clairs et toujours bien compris et acceptés de tous. Il y a réussite quand tout le monde y trouve son compte, sinon il y a échec quand les deux parties jusqu'aboutistes vont, de jure et de facto, jusqu'à leur propre anéantissement par des combats sans issue, avec leurs lots de destructions ou par des actions en justice qui pourrissent toutes les belles choses qui ont été faites auparavant.

Cette longue analyse est articulée en trois parties dont [la première partie, publiée hier décrit la situation](#). Dans la seconde, l'auteur, Etienne Bomnier a proposé [une analyse sur la manœuvre des Britanniques et des Américains](#). Enfin, dans cette troisième partie, il décrit ce qui pourrait être **l'état final à long terme**.

Partie I - Un objectif de longue date à l'ouest : réduire la Russie

La manœuvre sourde de « containment » (endiguement en français) contre la Fédération de Russie (Russie ou Ru) lancée en 2000 pour réduire la puissance de cet « État-continent » que fut l'URSS, a d'abord poussé les Américains à faire refluer l'industrie nucléaire - industrie phare de la Russie - à l'intérieur de ses frontières et à proposer aux pays de l'Europe de l'Est sortis du giron soviétique à basculer définitivement à l'ouest en entrant dans le système de défense de l'Europe par une OTAN élargie.

Mais l'idée de faire rentrer dans l'OTAN une république socialiste qui fut constitutive de l'Union soviétique, l'Ukraine, avec tout son potentiel économique, industriel mais surtout nucléaire, induit des conséquences géopolitiques difficilement imaginables, et engage tout le monde occidental continental qui ne demande peut-être pas une telle ouverture avec tant de fermeté. Les cas de la Géorgie et de la Moldavie relèvent aussi d'une logique de réduction de la puissance de la Russie mais sont très différents car ces deux pays n'ont pas la culture du nucléaire comme l'Ukraine. Il faut néanmoins ne pas méconnaître qu'en Transnistrie se trouvait le plus grand dépôt de munitions de l'armée soviétique face à l'OTAN, et ce dépôt existe toujours en 2024 ; il est gardé par une force russe de plus de 1000 hommes.

Aujourd'hui il y a une guerre en Ukraine qui ne finira que si les belligérants et leurs soutiens admettent un état final qui préservera du pire. « Containment », intérêts économiques perspectives de destructions massives devront faire bon ménage avec l'éventualité d'une Ukraine devenue puissance nucléaire contraire aux dispositions du traité de Budapest de 1994.

La parole de l'Ukraine

L'Ukraine de Staline est une mosaïque de peuples d'origine différente pour former un peuple nouveau. En associant les « Malorossia » et « Novarossia » de la Grande Catherine à des territoires situés plus à l'ouest à culture polonaise, ou hongroise voire roumaine, Staline crée une Ukraine (i.e. marche de l'empire) hétérogène puisque les populations de Malo et Nova Rossia sont des Russes envoyés au XIX^e pour occuper ces vastes territoires alors que celles de l'ouest sont des autochtones. Staline brasse les populations, mais la géographie demeure. Les richesses sont en Malo et Nova Russia, en moindre proportion au centre historique (rive droite du Dniepr, ville de Kiev), tandis que l'ouest est beaucoup plus pauvre. Classiquement, cette région de l'ouest regardera vers l'occident et fournira les fonctionnaires et les forces de l'Etat. C'est pourquoi, connaître l'origine géographique d'un dirigeant de l'Ukraine permet d'anticiper ses engagements politiques.

Leonid Kravtchouk, Premier secrétaire du parti communiste ukrainien, annonce en interne le 16 juillet 1990 que la république d'Ukraine soviétique va être indépendante et neutre, et n'appartiendra à aucun autre bloc militaire. Après le putsch manqué des 18 au 21 août 1991, le pouvoir est vacant à Moscou durant quelques jours. Profitant de cette situation instable et sous l'impulsion de quelques leaders charismatiques, plusieurs républiques soviétiques déclarent rapidement leur indépendance sans concertation avec le Comité central du PCUS. L'Ukraine fait de même le 24 août 1991 en précisant qu'elle ne rentrerait dans aucun bloc militaire. Tout en acceptant cette indépendance, la Russie demande à l'OTAN de reconnaître cette neutralité de l'Ukraine mais n'obtient pas de réponse. Le 1^{er} décembre l'Ukraine déclare son indépendance pleine et entière sans toutefois inscrire dans sa constitution sa neutralité militaire tout en y faisant référence dans ses attendus. L'Ukraine ne se déclare pas non plus « République », à l'image de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique.

Leonid Kravtchouk dont les origines familiales sont en Pologne, habite Lviv. Il est fondamentalement « Occidental minded ». Malgré son passé d'apparatchik, il est élu président de l'Ukraine le jour même de l'indépendance. Le 8 décembre 1991, l'Ukraine signe avec la Russie et le Belarus l'accord qui donne naissance à la Communauté des Etats indépendants (CEI), que huit autres ex-républiques cosignent la semaine suivante. Les signataires de cet accord s'arrangent sur la succession politique de l'URSS à l'exception de l'ex-armée soviétique qu'ils conviennent de laisser sous un commandement unique.

Leonid Kravtchouk se hâte, aussitôt élu, de proclamer la création de l'armée ukrainienne contrairement à ce qu'il avait convenu quelques jours auparavant. Les 300 000 soldats soviétiques stationnés sur le sol ukrainien, toutes nationalités confondues, sont sommés de déclarer leur fidélité à l'Ukraine. L'amiral Igor Kosatonov commandant la flotte de la mer Noire s'y refuse, mais le 3 août 1992, la Russie signe un accord de séparation des flottes : 17% pour l'Ukraine et 83% pour la Russie. Plus tard, le 23 mai 2002, le président Koutchma successeur de Kravtchouk déclarera vouloir adhérer à l'OTAN à l'encontre des attendus de la constitution votée onze années plus tôt.

Depuis le jour de son indépendance en 1991, la parole de l'Ukraine est prise en défaut à plusieurs reprises, que ce soit sur sa neutralité politique, son armée, son appartenance à un bloc militaire, ou son désir d'adhésion à l'OTAN. Il en sera de même sur le plan de son avenir nucléaire de défense réduit à zéro en application de l'accord de Budapest signé en décembre 1994. Ce dernier point est fondamental : accepter de rendre les armes nucléaires à la Russie sous pression russe, américaine et britannique a été vu comme une trahison du président Kravtchouk par l'ensemble du peuple ukrainien.

En l'an 2000 l'Europe décide de construire un centre souterrain de dépôt de ses déchets nucléaires à 15km de la centrale de Tchernobyl. En 2007, l'Europe (BERD et équipe industrielle conduite par la France) est écartée du projet et est supplantée par les Américains (Holtec et finances américaines) sans explication de la présidence de Kiev. Concomitamment Kiev laisse Westinghouse s'imposer dans les centrales ukrainiennes pour le remplacement progressif des barres de combustibles livrées à l'origine par Rosatom. Sauf que sur le plan de la prolifération, Westinghouse ne reprend pas les barres usagées contrairement à Rosatom ce qui laisse le loisir aux Ukrainiens de récupérer à l'avenir les produits de fission de ces barres dans ce dépôt de Tchernobyl en cours de réalisation. Ainsi, sous couvert d'une action commerciale juteuse de Westinghouse, il y a une vraie action de stratégie pour repousser l'influence Russe plus à l'est en réduisant son marché, et pour donner indiciblement à l'Ukraine la possibilité de redevenir la puissance nucléaire qu'elle n'est plus depuis 1994. Ainsi l'Ukraine serait définitivement arrachée au monde Russe.

En outre, n'appartenant ni à l'Europe ni à la Russie, l'Ukraine est un espace ouvert à tous les trafics que ses ports sur la mer Noire servent avantageusement, et au développement d'activités interdites par la Russie et par l'Union européenne.

Retour sur les événements de Maidan en 2014

En décembre 2012 la Russie projette la constitution d'une Union Economique EuroAsiatique (UEEA) qui s'étendrait sur une très grande partie de l'ancienne URSS et ouvrirait la voie à des accords avec des partenaires asiatiques. A l'image de l'UE, l'UEEA aurait aussi une commission. La [secrétaire d'État Hillary Clinton](#) déclara aussitôt : « Cela ne portera pas le nom d'URSS. Cela portera le nom d'union douanière, d'Union économique eurasiatique, etc., mais ne nous y trompons pas. Nous en connaissons les buts et nous essayons de trouver le meilleur moyen de le ralentir ou de l'empêcher ». La confrontation Ru Vs US est sous-jacente.

Le 21 nov 2013, un an plus tard, le président Ianoukovytch (Ukrainien de l'Est) refuse de signer l'accord d'association qui lui est proposé par l'UE. Irrités par cette décision, des Ukrainiens venant principalement de l'Ouest et du centre de l'Ukraine viennent à Kiev manifester place de l'indépendance (Maidan). Pour leur donner ampleur et consistance, on parle d'un octroi jusqu'à 100\$ par jour à chaque manifestant.

Le 17 déc 2013, les Russes proposent à l'Ukraine de rejoindre l'UEEA avec pour éléments de conviction du gaz à coût réduit de 60% et 15 G\$ d'aide. Comme l'économie de l'Ukraine indépendante est exsangue et que les propositions russes sont plus favorables que celles de l'UE, le président Ianoukovytch signe cet accord économique proposé par Poutine sans toutefois signer l'union douanière.

Vitali Klitschko ancien champion de boxe, et Arseni Iatseniouk, un des chefs de file de l'opposition, parlent d'une Ukraine mise à gage par le président Ianoukovytch. Ils haranguent les manifestants pour qu'ils poursuivent l'occupation de Maidan. L'accord est dénoncé par les US qui pressent le président ukrainien Ianoukovytch « à trouver le moyen de rétablir un cheminement vers l'avenir européen pacifique, juste, démocratique et prospère ». John McCain ancien candidat à la présidence des USA fait le déplacement jusqu'à Maidan pour soutenir les manifestants.

Le président Ianoukovytch fait venir à Kiev des Ukrainiens de l'Est, de son Donbass d'origine. L'affrontement entre les manifestants de l'Est contre ceux de l'Ouest devient inévitable. L'armée ne bouge pas malgré les ordres donnés par le président d'intervenir. On voit en outre des manifestants armés et quelques forces spéciales dans la rue.

Le 22 février 2014, le président Ianoukovytch quitte discrètement Kiev vers Donetsk via Kharkiev, puis se retrouve à Rostov/Don. Le secret de son départ ne tient pas longtemps. En chemin il est victime d'un attentat.

Le 23 février 2014, due à la vacance de la présidence, Alexander [Tourchynov](#) président de la RADA est nommé président provisoire. Une élection présidentielle annoncée pour le 25 mai.

Le 28 février 2014, la Crimée est occupée par les Russes. Le 11 mars, le président Ianoukovytch apparaît à la TV pour dire qu'il est toujours le président élu. Il dénonce les manifestations de Maidan qu'il qualifie de coup d'Etat.

Des manifestations éclatent dans le Donbass et d'autres régions au sud et à Odessa. Les manifestants réclament une Ukraine fédérale, la langue russe comme deuxième langue officielle. Il n'y a aucune requête de séparatisme.

Le 7 avril, Alexander Tourchynov décide de faire intervenir l'armée dans le Donbass. Le 14 avril des unités de l'armée attaquent le Donbass dans une opération présentée comme antiterroriste. Elles s'affrontent avec des paramilitaires du Donbass.

Le 2 mai à Odessa à l'occasion d'un match de foot entre Odessa et Kharkiv, des supporters s'invectivent en centre-ville. Mais d'autres amateurs de foot venus de Kiev viennent envenimer les altercations. Les manifestants campant sur la Place Grecque, place centrale d'Odessa, sont les victimes désignées de ces derniers. Ils se sauvent et se réfugient dans le Bâtiment des Syndicats qui est incendié. On déplorera 48 personnes brûlées vives et des tués par balles à l'extérieur. Une enquête sera faite mais ne débouchera sur aucune inculpation sérieuse.

Ce drame du 2 mai fait monter la tension à l'est qui suspecte Kiev (l'ouest) de ce massacre. Les 11 et 12 mai quelques jours avant l'élection présidentielle, les autorités du Donbass organisent un referendum sur la souveraineté des oblasts de Donesk et de Lubansk. Les résultats sont conspués par l'UE et les US. La guerre civile éclate.

Une dialectique des volontés

Depuis 2014, la Russie lutte militairement contre ce containment en menant en Ukraine des opérations de soutien militaire aux irrédentistes du Donbass alors qu'elle devait en garantir les frontières selon le premier accord de Minsk de 1991. L'Ukraine s'y oppose, envoie des troupes et bombarde. 1 million de soldats ukrainiens auraient fait une période militaire dans le Donbass de 2014 à 2022, et 15.000 personnes auraient été tuées dans ces combats fratricides Russo-ukrainiens de l'Ouest, Ukrainiens de l'Est et du sud soutenus par la Russie.

En 2021, après sept années de guerre dans le Donbass et dans un esprit illusoire de « soft power », les Etats-Unis demandent à la Russie de mener des discussions sur l'avenir de l'Ukraine:

- le 16 juin 2021, lors d'une rencontre à Genève, Joe Biden parle à Vladimir Poutine d'un avenir de l'Ukraine dans l'OTAN ;
- le 12 juillet 2021, Vladimir Poutine rappelle dans un article de presse les racines unies des peuples Russe et ukrainien ;
- en octobre et novembre 2021, M. Berns, chef de la CIA fait des allers/retours entre Kiev et Moscou sans aboutir manifestement à une solution qui satisfasse les parties.

C'est alors que :

- le 17 décembre 2021, Vladimir Poutine envoie une lettre officielle qui est publiée concomitamment dans la presse, à son homologue américain Joe Biden et précise sa position ultime : retour de l'OTAN sur les frontières de 1997 ;
- le 18 décembre 2021, les USA reconnaissent avoir reçu cette lettre qui ressemble à un ultimatum et demandent à la Russie de classifier les discussions qui vont suivre ;

- le 30 décembre 2021, Vladimir Poutine appelle Joe Biden : ce dernier rejette l'ultimatum russe.

Une logique de confrontation s'engage inexorablement entre Moscou et Washington, par Ukraine interposée :

- le 1^{er} janvier 2022, l'Ukraine interdit aux navires russes de passer dans ses eaux territoriales ;
- le 8 février 2022, une tentative de coup d'État au Kazakhstan amène Moscou à intervenir avec 2000 hommes, en suspectant une manœuvre de diversion de l'occident.
- Le 19 février 2022, le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky annonce lors de la 58^{ème} conférence internationale de Munich, que son pays va sortir de l'accord de Budapest 1994, **que l'Ukraine va se doter de l'arme atomique** ce qui revient très exactement à préparer la guerre contre la Russie. Il s'inquiète de la menace nucléaire qui pèse sur l'Europe.

Le 24 février 2022, la Russie fait entrer ses armées en Ukraine, vers Kiev, vers Tchernobyl, dans le Donbass et à Odessa. Lviv est cependant préservée. L'ensemble de la manœuvre russe avait manifestement été anticipée par les Américains et les Britanniques, lesquels ont su avertir et doter les armées ukrainiennes en temps utiles pour qu'elles puissent s'opposer avec efficacité aux forces russes. Doublés, les Russes accusent l'OTAN de lutter en sous-main contre cette « opération spéciale ». C'est évidemment un raccourci au service de la propagande. Côté occidental, on s'étonne en revanche du manque de connaissance et de clairvoyance des services de renseignement, autres que britanniques et américains.

Systeme centralisé Vs plan Marshall

À l'époque soviétique, Moscou cherchait à tirer profit de « l'avantage comparatif » de chaque république, non pas sur la base d'un marché libre entre ces dernières, mais dans le cadre d'une politique centralisée et administrée. Quelques exemples peuvent l'illustrer :

- les réseaux électriques étaient transfrontaliers. Ils amenaient l'énergie là où le besoin était. Au nord du cercle polaire, à Norilsk, on produisait de l'énergie hydroélectrique qui était convoyée sur des milliers de kilomètres vers les mines de nickel de Sibérie. Une société, NorNickel, maîtrisait l'ensemble de la chaîne de la production de l'électricité à la fonderie ;
- l'Ouzbékistan produisait du coton en prélevant l'eau des Syr-Daria et Amu-Daria que les Tadjikistan et Kirghizistan ne devaient pas prélever en amont. Cette culture intensive du coton a asséché la mer d'Aral en aval, mais il y avait du coton pour tous ;
- l'électricité que produisait la station électrique de Toktogul au sud du Kirghizistan, transitait par le Tadjikistan et l'Ouzbékistan avant de finir au nord du Kirghizistan, Himalaya oblige. Aujourd'hui, le Kirghizistan dépend de la bonne volonté de ces mêmes voisins pour être payé de ce qui est prélevé au passage et pour amener son énergie dans le nord de son propre pays ;
- la construction du réservoir de Kakhovka en Ukraine était lancée en 1950 pour édifier la centrale nucléaire de Zaporijja et lancer un canal d'alimentation en eau potable de la Crimée située en Russie à cette époque.

La politique communiste pratiquée pendant soixante-dix années a rendu les anciennes républiques de l'URSS très dépendantes les unes des autres du fait des réseaux d'infrastructure. La dislocation de l'URSS a privé ce vaste ensemble de son système de pilotage, générant inefficiences, voire antagonismes. Depuis, le Kremlin ne cesse de vouloir restaurer une autorité politique supérieure, à son profit évidemment. Côté occidental, la solution paraît toute autre, à savoir déconstruire les interdépendances économiques subsistantes au service des autorités politiques nationales, quitte à redessiner les réseaux d'infrastructure qui les sous-tendent.

Un immense plan Marshall se dessinerait alors. D'où les jeux politiques actuels joués par les USA dont les finalités économiques complètent la volonté politique de la Grande-Bretagne de réduire le potentiel russe et la poursuite d'un idéal démocratique voulu par les partenaires européens. Pour ce faire, l'instrumentalisation de la corruption par les Etats-Unis s'est avérée être une arme redoutable à l'intérieur même du camp occidental, contre la France et l'Allemagne notamment.

Partie II - Le long combat des Américains et des Britanniques

Le rôle du dollar pendant la guerre Froide

Il est impossible de parler des forces en présence sans parler du dollar comme d'une **arme monopolaire par destination**. Le dollar joue le rôle d'une arme multipotente, une forme de couteau suisse financier qui parfois joue le rôle de dissuasion, parfois de persuasion, telle la lame tranchante du couteau et parfois un travail de sappe telle la lime. Le seul pays qui en dispose est les Etats-Unis.

En 1944, à Bretton Wood, quarante-quatre pays y compris l'URSS se sont réunis. Tous les pays conviennent de passer par le dollar en lieu et place de l'or à raison de 35\$ l'once pour régler leurs échanges. Mais Staline fort d'une conscience stratégique soviétique, s'y refuse. Il refuse le dollar comme mesure de la richesse sur le plan international. Il reste sur l'or.

En 1960, l'once d'or vaut 60\$. La France du général de Gaulle demande à changer en or les 1,5 Md\$ qu'elle possédait au taux de 35\$ et d'autres pays suivent l'exemple de la France.

En 1970, l'URSS de Brejnev revient sur la décision de Staline de 1944. Elle reconnaît le dollar comme monnaie de réserve alors que les US sortent des accords Bretton Wood l'année suivante le 15 août 1971. Ce manque de vision stratégique de Brejnev est une faute qui signe l'amorce de la perte de puissance de l'URSS.

Le travail de sappe de la puissance soviétique par le dollar est entamé.

Le plan américain d'après-guerre Froide

L'arrivée en 1999 de Vladimir Poutine au Kremlin marque un durcissement des relations des Américains et des Britanniques avec la Russie alors que la présidence française jusqu'en 2006 insiste pour maintenir les bonnes relations. Les Américains veulent étendre leurs marchés sur l'ancien bloc soviétique et pousser les entreprises russes au repli, et les Britanniques retrouvent leur obsession séculaire de réduire toute puissance continentale.

Considérant ces deux volontés américaine et britannique, l'intégration de la fédération de Russie dans le concert européen leur pose problème :

- la Russie est une puissance énergétique, notamment nucléaire emmenée par Rosatom, qui s'accroîtra avec les SMR dont ils maîtrisent déjà la technologie ;
- la Russie est forte de ses échanges avec l'ingénierie allemande, et en tout premier plan Siemens, et l'Allemagne est forte de son commerce avec la Russie ;
- la Russie ne souffre pas d'une France qui s'accommode bien de sa gouvernance et la France s'y vend bien (Alstom, Total, etc.).
- la Russie a de bonnes relations avec les Etats européens sur les plans miniers, économiques, culturels, sportifs etc. Son image est belle en Europe.

Le plan de bataille américain apparaît clairement aujourd'hui : récupérer le contrôle du marché de l'énergie nucléaire en Europe de l'Est pour réduire la position dominante de la Russie et affaiblir l'Allemagne et la France, vues comme des suppôts de la Russie, en les désindustrialisant.

1. **Westinghouse** (USA) doit faire **le nécessaire pour sortir Rosatom** (Ru) des centrales nucléaires construites en Europe de l'Est à l'époque de l'URSS ;
2. **Siemens** (Allemagne), deuxième entreprise mondiale de l'énergie après GE (USA), doit être **attaquée sur le plan juridique**, puis réduite ;
3. **Alstom** (France) troisième entreprise mondiale de l'énergie doit être **prise dans la tourmente** des marchés et devra accepter d'être **aspirée par GE**.
4. L'Europe doit être **coupée des ressources de la Russie**.

Le refus de la France et de l'Allemagne de cautionner l'intervention en Irak en 2003 sonne le tocsin du lancement des opérations américaines contre ces deux pays. Les dés sont jetés. Les forces militaires d'Ukraine de Leonid Koutchma, quant à elles, participent à l'opération militaire américaine en Irak : pourquoi ? Comme une initiation aux opérations de l'OTAN ?

1^{er} objectif : la Russie avec Rosatom

Le 5 juin 2000, les USA et l'Ukraine signent un accord sur la qualification des combustibles nucléaires américains (<https://www.state.gov/00-605>). Dès l'an 2000, Westinghouse va commencer à expérimenter ses barres de combustibles dans des réacteurs d'origine Rosatom type VVER :

1. En République Tchèque : en 2000, à la centrale de Temelin ;
2. En Finlande : en 2000, à la centrale de Loviisa ;
3. En Ukraine : en 2005, à la centrale de Youzhnoukraine où Westinghouse installe 6 barres de combustibles sur le réacteur numéro 3.

En 2007, la déformation d'une barre de combustible américain à la centrale de Temelin provoque un incident grave. En conséquence, le gouvernement tchèque décide d'arrêter l'expérimentation américaine et de reprendre le combustible Russe. Malgré cet avertissement, l'Ukraine signe en 2008 un accord pour l'achat de combustible Westinghouse.

En 2012, Westinghouse connaît un accident majeur en Ukraine, à Youzhnoukraine, avec à nouveau la déformation et la défragmentation de ses barres. Le réacteur d'essai n°3 doit être arrêté en urgence. Les travaux de réparation vont durer plusieurs années. C'est une perte de production d'électricité conséquente pour l'Ukraine. A la suite de cet accident, la commission ukrainienne de sécurité nucléaire interdit l'utilisation des barres de combustible Westinghouse, comme l'avait fait en 2007 la République Tchèque. Mais en 2014, à la suite de la révolution Maidan, l'Ukraine renouvelle sa coopération avec Westinghouse qui poursuit son expérimentation.

Depuis 2018, 40% des centrales nucléaires ukrainiennes sont exploitées avec des barres de combustibles Westinghouse, les 60% restants fonctionnent avec du combustible Russe (TVEL).

En août 2021, un mémorandum sur le choix exclusif de réacteurs américains AP-1000 de Westinghouse dans les futures centrales à construire en Ukraine, est signé pendant le voyage aux États-Unis du Président Zelensky nouvellement élu (<https://www.nuklearforum.ch/Ru/nouvelles/ukraine>). La France de Framatome et d'Areva est exclue de fait, de ces marchés à long terme.

Les USA sont en passe de gagner une première bataille contre la Russie sur le plan de l'industrie nucléaire en entrant, en force, sur le marché ukrainien.

2ème objectif : l'Allemagne avec Siemens

Dans le domaine précis des stations électriques turbines gaz, Siemens fournit les turbines et tout le control command (CC), alors que GE ne fait pas le CC complet de la station. Cette réalité industrielle faisait que Siemens détenait une grande part du marché des installations turbines gaz au monde, et spécialement en Russie. Dans les années 2000, les perspectives d'accroissement de ce marché sont gigantesques parce que le charbon est montré du doigt. Les Américains s'en inquiètent. S'appuyant sur la loi anticorruption à portée extraterritoriale (FCPA) votée par les Etats-Unis en 1977, les services américains montent des dossiers de corruption à partir de l'année 2000 contre plusieurs compagnies européennes dont Siemens qui est la deuxième société mondiale de l'énergie.

En 2003, alors que l'Allemagne ne se montre pas solidaire dans le conflit irakien, les USA cessent de s'accommoder de l'avance technologique de Siemens. Ils décident de la « marquer à la culotte » dans le domaine des turbines à gaz. GE ouvre rapidement un centre de recherche à Munich, et attire les ingénieurs allemands de Siemens. Puis le dispositif anticorruption FCPA servira opportunément les intérêts américains. Siemens est d'abord privée d'accès au gigantesque marché de reconstruction de l'Irak et cinq années plus tard, en 2008, doit faire face à la justice américaine. La société se défend en plaidant coupable ; elle est condamnée à une amende record de 800 M\$ et se fait imposer pendant quatre années un contrôle serré par l'administration américaine. En 2012 le siège de Siemens Energy accepte de se déplacer aux USA pour avoir accès aux marchés américains, ce qui sera effectif en 2014.

Siemens Energy n'est plus en Allemagne. La désindustrialisation de l'Allemagne commence, ce que confirme un article récent : <https://www.bloomberg.com/news/features/2024-02-10/why-germany-s-days-as-an-industrial-superpower-are-coming-to-an-end?srnd=premium-europe>

3ème objectif : la France avec Alstom

Alstom était la troisième société mondiale de l'énergie. A la différence de ses concurrents GE n°1 et Siemens n°2, Alstom avait la particularité de savoir vendre ses centrales clés en mains. Alstom avait développé un réseau mondial d'ateliers, notamment en Russie et en Chine où les centrales modèle Alstom sont pléthoriques.

Après l'Allemagne, les services américains s'attaquent à la France en 2008. Ils ouvrent un bureau à la Défense au cœur du monde des sièges d'entreprises françaises. Le refus de la World Bank de financer les renouvelables d'Alstom en 2011 fut un premier combat réussi par les USA, ce qui a affaibli grandement Alstom. Le 1^{er} nov 2015, Alstom passe aux mains de GE. D'autres sociétés françaises subiront le même sort.

La désindustrialisation de la France commence.

Avec la réorganisation faite par GE, il y a eu perte de compétence sur les produits Alstom. L'exemple de la turbine Arabelle développée pour les centrales nucléaires est éloquent. Entre 2017 et 2023, GE a exécuté les contrats Arabelle signés par Alstom auparavant, mais n'en a vendu aucun.

4ème objectif : une fracture Europe/Russie à créer

- Une politique d'éloignement de la Russie à plusieurs vitesses : Parmi les mesures économiques prises contre Moscou depuis février 2022, les Etats-Unis pressent les entreprises étrangères installées en Russie à quitter ce pays. La France adhère à cette politique. La société française Total est sommée de quitter les champs gaziers du grand Nord et perd douloureusement tous ses investissements. Par contre la société américaine GE Hydro Power Russia ne quitte pas la Russie et poursuit à Moscou l'activité de la société Alstom Hydro Power Russia reprise en 2016 sur les projets identifiés

initialement par cette dernière, Toktogul par exemple.

- Une industrie européenne à affaiblir : En 2023, la dynamique de déconstruction du système industriel européen se prolonge. Le gouvernement américain propose de larges avantages aux sociétés qui acceptent de se délocaliser aux USA. Cette situation amène le président de la République française à prononcer un discours en novembre 2023 manifestement destiné aux partenaires américains.
- La dépendance énergétique de l'Europe à contrôler : L'Europe prenait son gaz, son pétrole, son charbon, son uranium et autres produits miniers en grande partie en Russie. En imposant une rupture entre l'Europe et la Russie, les Etats-Unis forcent les Européens à acheter l'énergie aux entreprises américaines et à dépendre des bonnes volontés du gouvernement américain encore un peu plus.

Cette guerre en Ukraine est une aubaine pour les Etats-Unis pour déconstruire ou avaler l'industrie européenne.

Le rôle de la Grande Bretagne

Cette bataille contre la Russie implique particulièrement la Grande Bretagne qui, de tous temps, s'est méfiée de l'émergence d'un bloc continental. Diviser le continent est une constante séculaire de la politique de la couronne britannique.

La vision de la Grande Bretagne de l'avenir des pays issus de l'URSS est simple : dépecer ce bloc géoculturel de 17 millions de km² que fut l'URSS en un ensemble de blocs géopolitiques autonomes et autosuffisants, et disconnecter les réseaux interconnectés. Cette vision est partagée par Lech Walesa, prix Nobel de la paix, qui déclare en juillet 2022 la nécessité de ramener la population de la Russie à 50 Mhab. La solution imaginée est de dépecer la fédération de Russie pour la réduire à son cœur russe qui fut la Moscovie d'Yvan le terrible, au XVI^e siècle.

L'Ukraine de Leonid Kravtchuk apparaît rapidement comme le « *guinea pig* », comme l'Etat avec lequel la grande Bretagne saura trouver des oreilles attentives. En 1994 l'Ukraine rejoint le programme de l'OTAN de partenariat pour la paix. Avec ce premier pas et dans cette perspective d'arrachement de l'Ukraine au bloc russe, les forces britanniques commencent par identifier le personnel militaire ukrainien malléable dans une vue stratégique qu'il faut saluer :

- depuis 2014, de nombreux instructeurs britanniques et américains sont présents dans le polygone de Yavoriv près de Lviv ; ils y entraînent des unités et forment les officiers à l'anglais et aux méthodes otaniennes.
- depuis 2015, des milliers de membres des forces armées ukrainiennes auraient été formés dans des camps britanniques ou américains ;
- en 2015, la Grande Bretagne s'installe sur la base marine d'Ochakiv à l'ouest d'Odessa en mer Noire ;
- en 2019, la Grande Bretagne identifie Volodymyr Zelensky comme le candidat à soutenir pour la présidence. Une britannique est mise en place auprès de lui pour organiser sa communication et il se dit que Volodymyr Zelensky détient aujourd'hui le passeport britannique.

Le Brexit libère aussi les Britanniques de tout compte à rendre à l'Europe quant à leurs intentions stratégiques. Cette autonomie retrouvée leur a manifestement donné une capacité d'anticipation et de préparation encore à saluer, comparée aux autres puissances continentales demeurées dans une forme de léthargie. Et certains se posent même des questions sur le rôle des Britanniques relativement à la tentative de coup d'Etat au Kazakhstan une semaine avant l'attaque du 24 février 2022.

Le rôle de l'OTAN

Malgré un document de 1991 dans lequel les USA s'engageaient à ne pas élargir l'OTAN vers l'est, la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque y entrent en 1999.

Le cas de l'Ukraine est bien différent, car elle faisait partie de l'URSS. Voir l'Ukraine, le plus grand atelier de fabrication d'armes de l'URSS et de dépôt d'armes nucléaires entrer dans l'OTAN serait un signe concret de l'affaiblissement de la Russie pour de très longues années. Profitant du fait que les présidents successifs Kravtchouk et Koutchma pourtant russophiles regardaient à l'ouest, l'occident apporte de l'aide en dollars et renforce la conviction du peuple ukrainien de l'avantage à basculer à l'ouest avec tout son territoire aux contours issus de décisions de l'ancien politburo soviétique. Il y a bien une estocade stratégique sans confrontation directe OTAN Vs Russie, conforme au concept américain du zéro mort, en mettant les Ukrainiens et les peuples de cette nouvelle Europe en première ligne sous contrôle de l'OTAN

En application de cette stratégie, l'OTAN crée une ceinture à l'ouest de la Russie ancrée au Nord sur la mer Baltique et au sud sur la mer Noire, d'où le rôle des Britanniques sur la base maritime d'Ochakov à l'ouest d'Odessa. L'entrée dans l'OTAN de la Finlande qui n'avait jamais appartenu au pacte de Varsovie, permet à l'Otan de montrer qu'il était devenu difficile aux Russes d'emprunter librement la mer Baltique. L'entrée de la Suède ferme définitivement la liberté de navigation aux navires Russes qui peuvent se faire inspecter conformément au droit de navigation international en passant dans les ZEE successives de la mer Baltique. Qui plus est, les soldats de l'OTAN en Estonie et en Finlande sont surtout des soldats américains et britanniques.

Cette ceinture restera solide tant que l'Ukraine aura un accès sûr à la mer Noire. Pour l'OTAN, la Crimée est donc la pierre d'angle du « control » de la mer Noire, par l'Ukraine interposée, ce qui amène le général américain BenHodge à déclarer en 2023 : « la Crimée est un DECISIVE TERRITORY ».

Partie III - Perspectives

Quelles seraient les conséquences géopolitiques d'un bouclage ouest de la Russie, de la Baltique à la Crimée ? La Russie pourrait-elle l'accepter sans utiliser l'argument de l'atteinte à ses intérêts vitaux ? Il faut en douter. Dans la *Grammaire des civilisations*, Braudel relevait qu'« il n'y a de Russie véritable que barrant l'isthme européen en son entier, de la Baltique aux mers du sud, en contrôlant les liaisons. » L'OTAN peut-il s'y substituer ? L'histoire a montré que les Russes savent pratiquer la politique de la terre brûlée. Faut-il les y contraindre ?

L'isolement de la Russie du reste de l'Europe sera un facteur d'affaiblissement évident. L'Allemagne et la France seront également affaiblies, incapables d'exploiter tout leur potentiel économique sur un continent scindé, d'autant que la Russie fournit tout le gaz nécessaire à l'industrie allemande, ainsi que 80% du combustible que la France brûle dans ses centrales nucléaires. À quoi bon construire des EPR s'il n'y a plus de MOX ? À ce compte-là, le bouclage ouest de la Russie, de la Baltique à la Crimée, serait uniquement une victoire stratégique de la grande Bretagne.

L'affaiblissement de Moscou n'est pas nécessairement gage de sécurité. Dans les républiques asiatiques de l'ex-monde soviétique, une instabilité est à anticiper. Ces dernières verront leurs conditions de vie se dégrader, car même indépendantes, beaucoup de choses dépendent encore de Moscou et de ses bureaux d'études qui gèrent l'entretien de réseaux d'infrastructures issus de l'URSS. Un monde s'écroulera, des destructions s'amoncelleront.

Les USA proposeront des plans Marshall, sauf que cette fois-ci, la Chine en proposera aussi du fait de sa large présence en Sibérie, à l'est du très grand oblast de Krasnoïarsk, dans la partie asiatique de la Russie. L'URSS a construit des installations hydroélectriques en Sibérie utilisées aujourd'hui pour alimenter la Chine en électricité. La Russie construit un gazoduc vers la Chine, etc. Ces grandes infrastructures russes répondent aux besoins de la Chine mais passent insidieusement et indécemment sous influence chinoise, ce qui pourrait ajouter des difficultés aux Européens à la recherche de produits miniers russes

Le mémorandum USA Ukraine de 2021 fait suite à l'éviction de l'Europe du projet de stockage de déchets nucléaires à Tchernobyl abouti en 2019. Il est à relier à l'accord de 2008 USA Ukraine et pourrait amener l'Ukraine à retrouver le niveau de puissance nucléaire qu'elle fut avec l'URSS. En effet :

- La réattribution en 2007 du projet de dépôt de déchets nucléaires lancé par les Européens en l'an 2000 à Tchernobyl au profit d'une société américaine (Holtex) sans explication de la part de l'Ukraine contribue à semer le doute sur les intentions finales des USA et des Ukrainiens.
- lorsque Rosatom approvisionne un client, l'Ukraine en l'occurrence, Rosatom reprend contractuellement les barres consommées dans les réacteurs et les retraite en Russie. Il n'y a pas risque de détournement de produits de fission et de possibilité de prolifération ;
- Lorsque Westinghouse installe ses barres, cette société ne prévoit pas de les reprendre pour les retraiter après usage. Elles donnent indécemment à l'Ukraine les capacités de récupérer ces produits de fission et d'être en mesure de fabriquer une bombe sale, voire une bombe nucléaire.
- Les deux accords Etats-Unis/Ukraine de 2008 et de 2021 signés sur un stock de déchets nucléaires à Tchernobyl cacheraient-ils une prolifération nucléaire insidieuse en Ukraine acceptée par les USA ? Serait-ce un tour de passe-passe à l'ukrainienne pour aussi réduire la position de la France en Europe, voire à l'ONU ?

L'accord de 1994 reconnaissant l'Ukraine dans ses frontières et sans armes nucléaires semble contourné. Ni la France, ni l'Europe n'ont réagi bien fort. La défaite de la Russie sera aussi la défaite des puissances européennes continentales, voire même de l'Union Européenne post-Brexit. La France se réjouira-t-elle d'un Donbass ukrainien et d'une Ukraine européenne nucléaire quand elle aura perdu de ses puissances absolue et relative ?

Que la guerre en Ukraine soit une guerre de succession de l'URSS, rien n'interdit à certains pays occidentaux de tenter d'en profiter, sur fond d'une compétition économique. Mais au-delà d'un certain engagement matériel et financier, l'avenir des États est en jeu. D'un côté Etats-Unis et Grande Bretagne poussent leurs clients, en particulier les membres de l'OTAN à donner leurs ressources et à réduire leurs relations avec la Russie affaiblissant spécifiquement la France et l'Allemagne, et de l'autre côté, les Etats-Unis ont intérêt à un déstockage à bons comptes des systèmes d'armes qui datent de la guerre froide et à en tester de plus récents sur le champ de bataille, à étudier de nouveaux concepts de combat, et à se positionner en force dans la reconstruction qui arrivera.

Mais depuis ce 24 février 2022, la Russie a consommé beaucoup de ces anciens systèmes armes qui, à l'évidence aujourd'hui, ne pouvaient menacer l'OTAN. Mais la Russie s'en remettra et va remplir ses dépôts avec des armements modernes, performants et en nombre. Ainsi l'OTAN va devoir se reconstruire aussi, et chèrement. Le RETEX de l'OTAN va avoir son pendant en Russie. Pour en limiter les effets, sachons anticiper en accueillant les jeunes élites intellectuelles, culturelles et sportives russes sur un fond de stratégie de séduction.

La ténacité des leaders politiques de ces deux grands pays Etats-Unis et Grande-Bretagne ont avec la Russie un objectif à leur taille et spécialement résilient. L'affrontement en sera d'autant plus violent. L'Amérique a déjà tiré deux bombes nucléaires en 1945 ce qui lui a donné une

autorité stratégique indiscutable pendant de nombreuses années. La Russie pourrait oser faire de même pour affirmer son autorité lorsqu'elle dira que ses intérêts vitaux seront menacés, mais dans des conditions différentes, en louvoyant avec le droit international qui n'existe pas franchement encore sur le sujet. Aucun pays ne serait visé directement, mais un bloc de pays pourrait souffrir de cette explosion qui tuerait peu de personnes instantanément et tempèrerait la volonté de nombreux chefs d'Etats à réagir.

L'Union Européenne. ne semble faire que du suivisme par solidarité occidentale. La France, pour sauver son image dans le groupe des nations occidentales, risque d'être entraînée dans une guerre qu'elle n'avait ni préparée ni voulue, et dont les intérêts bien compris ne sont pas ceux des Américains ni des Britanniques.

Ce conflit a ramené la guerre en Europe. L'esprit belliqueux s'était éteint tranquillement depuis 1945. On peut le voir avec les difficultés récentes des Allemands à travailler en secret, les difficultés des pays européens à fournir armes et munitions qu'ils n'ont plus, et les difficultés des Russes et des Ukrainiens à trouver des soldats. Même le matériel russe n'était pas au niveau. Les carcasses de chars et de véhicules le démontrent, *les obus viennent de Corée du Nord ; la Russie n'était pas prête à faire la guerre. Personne n'imaginait plus la guerre. Et pourtant va-t-elle s'arrêter ? Ni les Américains, ni les Britanniques qui l'ont voulue, ne capituleront. Ils pousseront les gouvernements européens à impliquer leur population et leur industrie à leurs fins stratégiques propres. Tout sera bon pour tordre le bras de ces Européens pour qu'ils se soumettent. Et arrivera un jour où les Britanniques appliqueront ce concept qui leur va si bien : « First in, first out » laissant seuls les Européens dans un conflit post-Brexit dont ils ne voulaient pas. Cette volonté britannique pourrait-elle être poursuivie avec le Kazakhstan comme second objectif ?

L'Europe de l'Atlantique à l'Oural brûlera. Il n'y aura plus ni d'Europe ni de Russie. La stratégie britannique aura gagné comme Pyrrhus le Grec gagna contre les Romains en 280 av JC, mais laissant l'espace romain se reconstituer pour devenir plus tard l'empire romain.

NDLR : Le 28 mars 2024, la presse rapporte que les États-Unis pressent la France de cesser toute coopération avec Rosatom dans la fabrication de b TVarres de combustibles. Il est dit que le marché des barres dans les anciennes centrales Rosatom situées en Europe de l'Est doit revenir à Westinghouse :

« Sollicité par Le Canard enchaîné, le Quai d'Orsay rejette l'idée d'une guerre économique engagée par les États-Unis, même si la proposition de loi venait à être adoptée. EDF possède 80 % de l'entreprise publique Framatome et pourrait également être touchée par cette décision. À noter que Westinghouse, firme américaine, rivale de la coentreprise franco-russe, aurait alors le monopole pour approvisionner en combustible les centrales d'Europe de l'Est, de conception « soviétique ».

Ces propos confirment bien ce qu'a déjà publié France-Soir.

Publié sur France-Soir entre le 27 et le 29 mars 2024.